



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE 18

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de l'Afrique Sub-Saharienne 2024-2025

Document d'action « Programme Océan Durable et Economie Bleue en Afrique centrale (ODEBAC) »

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDCl – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Programme Océan Durable et Economie Bleue en Afrique Centrale (ODEBAC) Référence opérationnelle OSPYS : ACT-62338 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCl – Europe dans le monde)
2. Initiative «Équipe Europe»	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant: Afrique subsaharienne – Afrique centrale – Six (6) pays concernés: Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République démocratique du Congo (RDC), Sao Tomé et Principe.
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel pour l'Afrique subsaharienne 2021-2027
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	<p>Programme indicatif régional pluriannuel en Afrique subsaharienne</p> <p>Domaine prioritaire 3 : Transition verte</p> <p><u>Objectif spécifique 4</u> : Améliorer la conservation, l'utilisation durable et la gouvernance de la biodiversité</p> <p>R.4.4 : Les pays partenaires participent efficacement aux processus internationaux et régionaux liés aux accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et améliorent leur mise en œuvre.</p> <p><u>Objectif spécifique 5</u> : Améliorer l'utilisation et la gestion durables des océans, des zones côtières, des bassins fluviaux et des lacs</p> <p>R.5.1 : La gouvernance des océans et de l'eau est renforcée en termes de coopération et de coordination régionales en matière de politiques, de suivi, de contrôle et de surveillance, de recherche et de partage des données.</p> <p>R.5.2 : La gestion intégrée des ressources en eau et l'économie bleue durable, y compris la gestion intégrée des zones côtières, sont encouragées et développées grâce à des approches régionales/transfrontalières intégrées vertes et innovantes, ainsi qu'à des investissements.</p>

	<p>R.5.3: La conservation et la restauration des écosystèmes océaniques, côtiers, humides et des eaux intérieures sont renforcées par des réseaux régionaux et des initiatives promouvant des solutions fondées sur la nature.</p> <p>Domaine prioritaire 5 : Croissance durable et emplois décents</p> <p><u>Objectif spécifique 3</u> : Un climat d'investissement en Afrique subsaharienne propice au développement et aux investissements durables du secteur privé, ainsi qu'à l'amélioration des capacités des entreprises et de l'accès au financement pour les MPME.</p> <p>R.3.2 : Les mesures régionales de soutien aux capacités commerciales des MPME sont renforcées aux niveaux continental et régional.</p> <p>R.3.3 : Amélioration de l'accès au financement et de la préparation à l'investissement aux niveaux régional/continental.</p>
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	<p>Domaine prioritaire 3 : Transition verte</p> <p>313 – Pêche, 410 – Protection générale de l'environnement, 430 – Autres multisecteurs</p> <p>Domaine prioritaire 5 : Croissance durable et emplois décents</p> <p>250 – Services aux entreprises et autres services</p>
7. Objectifs de développement durable (ODD)	<p>ODD principal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Objectif 14 (Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable). <p>Autres ODD importants et, le cas échéant, cibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Objectif 1 (Mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes) - Objectif 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable) - Objectif 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et filles) - Objectif 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein-emploi productif et un travail décent pour tous) - Objectif 13 (Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs effets) - Objectif 16 (Promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous à tous les niveaux) - Objectif 17 (Renforcer les moyens de mise en œuvre et revitaliser le Partenariat mondial pour le développement durable)
8. a) Codes CAD	<p>313 – Pêche (25 %)</p> <p>41010 – Politique environnementale et gestion administrative (15 %)</p> <p>41030 – Biodiversité (25%)</p> <p>43010 – Aides multisectorielles (20 %)</p> <p>25030 – Services de développement des entreprises (10 %)</p> <p>11420 – Enseignement supérieur (5%)</p>
8. b) Principal canal d'acheminement	<p>Organisations non gouvernementales et société civile (20000)</p> <p>Organisations multilatérales (40000)</p>

	Gouvernement tiers (coopération déléguée) (10000)			
	Nations unies (41000)			
	Autres (Bureaux d'étude, ONG nationales et internationales) – 90000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Éducation <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important
Transformation numérique @		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques		OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Connectivité @		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		OUI	NON	

	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET

12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire)</p> <p>Année N :</p> <p>14.020121 : 14 000 000 EUR</p> <p>Année N+1 :</p> <p>14.020121 : 28 000 000 EUR</p> <p>Coût total estimé : 42 000 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE : 42 000 000 EUR</p> <p>La contribution est d'un montant de 14 000 000 EUR provenant du budget général de l'Union européenne pour l'année N et d'un montant de 28 000 000 EUR provenant du budget général de l'Union européenne pour l'année N+1, sous réserve de la disponibilité de crédits pour les exercices respectifs suivant l'adoption du budget annuel correspondant, ou comme prévu dans le système des douzièmes provisoires.</p>
-------------------------------	--

GESTION ET EXÉCUTION

13. Type de financement	<p>Gestion directe par:</p> <ul style="list-style-type: none"> – subventions – marchés publics <p>Gestion indirecte avec l'entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.3.</p>
--------------------------------	---

1.2 Résumé de l'action

Les pays côtiers d'Afrique centrale (AC), regroupés au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), représentent près de 2 000 km de littoral et 715 500 km² de zone économique exclusive (ZEE). Leurs profils côtiers sont contrastés: de 800 km de côte au Gabon à 40 km en République démocratique du Congo (RDC). Ces vastes zones marines et côtières offrent un potentiel important de prospérité économique et de développement social. Les défis sont nombreux : adaptation au changement climatique, impacts environnementaux des activités humaines, nécessité de préserver les écosystèmes naturels et services écologiques associés.

Cette action constitue la première initiative régionale d'envergure en Afrique centrale, abordant la préservation et la valorisation des espaces et ressources marins/côtières. Les nécessités dans ce domaine sont donc multiples. La structuration des filières liées à l'économie bleue (EB) est encore très faible et les échanges régionaux sont limités. Les systèmes nationaux de conservation de la biodiversité marine sont très hétérogènes : tandis que

le Gabon développe l'initiative Gabon Bleu, le Congo et Sao Tomé n'ont engagé que récemment le processus de création de leurs premières aires marines protégées (AMP). Il conviendra de renforcer ces créations par des mesures concrètes de gestion de ces AMP. Les enjeux côtiers (accroissement des populations, développement de l'habitat et de zones industrielles/portuaires, absence de gestion des déchets notamment plastiques, etc.) s'intensifient, affectant la sécurité des investissements côtiers, menacés par les risques naturels, dont l'érosion.

En fonction des besoins identifiés, trois objectifs spécifiques à la fois complémentaires et interdépendants sont proposés: (i) **gouvernance internationale, régionale et nationale de l'océan** ; (ii) **développement de l'EB et amélioration de la durabilité des pêches, incluant un fond de promotion de l'innovation en matière d'EB** ; (iii) **préservation du capital naturel et de la biodiversité marins et côtiers**.

Le renforcement de la gouvernance régionale visera les capacités de facilitation inter Etats (éventuellement au niveau de la CEEAC) pour le suivi de la mise en œuvre des engagements des Etats, notamment auprès des accords multilatéraux sur l'environnement (AME). Ce volet inclura également le renforcement des capacités régionales de recherche (« Science to Policy »), et le développement du capital humain, au travers de formations spécialisées. La question de l'aménagement résilient des territoires côtiers sera abordée au travers d'une planification spatiale stratégique régionale de la zone côtière et de la mer côtière (identification des secteurs côtiers à risques). Ce volet inclura également une opération pilote de dépollution basée sur la mobilisation sociale et la mise en place de partenariats public-privés. La promotion de l'EB inclura un appui régional au développement des stratégies nationales et à des plans d'investissement EB. La promotion de l'EB sera supportée par un fonds régional d'appel à projets, ciblant les initiatives innovantes de la société civile, des collectivités, et du secteur privé, en particulier portées par les femmes/filles et les jeunes, dans toute leur diversité (y compris d'autres personnes en situation de vulnérabilité), ou visant à accompagner leur professionnalisation. L'amélioration de la durabilité des pêches reposera sur des actions de coordination de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), la promotion d'une gestion coordonnée des stocks halieutiques partagés, et la consolidation des filières. La conservation/restauration de la biodiversité s'appuiera sur la mise à niveau des dispositifs de conservation marine à l'échelle régionale, ciblant en particulier les aires marines protégées (AMP). La ratification et la mise en œuvre du Traité 'Biodiversity Beyond National Jurisdiction' (BBNJ – adopté formellement le 19 juin 2023) seront également appuyées. La professionnalisation (recyclage) d'agents des administrations des différents pays en matière de conservation marine et d'écotourisme bleu est également intégrée dans cette composante.

L'action aborde de manière transversale et intégrée les dimensions biodiversité et climat.

L'action repose sur plusieurs principes : (i) subsidiarité et **valeur ajoutée régionale** des activités envisagées ; (ii) recherche d'effets structurels à l'échelle régionale ; (iii) harmonisation régionale des cadres juridiques et de gouvernance nationaux ; (iv) recherche de synergies entre secteur privé, société civile et administrations ; (v) intégration et synergies entre les différents secteurs de l'EB ; (vi) **anticipation des changements, compte tenu des accélérations constatées** ; (vii) recherche d'effets levier en matière de financements. L'action appuiera essentiellement des **dynamiques existantes et/ou émergentes**, dont la pertinence est démontrée. Elle contribuera directement aux orientations du Global Gateway, ainsi qu'à l'internalisation, par les Etats, des décisions issues des AME et autres traités et résolutions internationales. L'action aura des effets durables sur le développement régional de l'EB, en appuyant le renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Cette action contribue à la stratégie d'investissement **Global Gateway** (GG) (utilisation durable des ressources naturelles et protection de la biodiversité et solutions fondées sur la nature comme base d'une relance verte) et au programme phare **NaturAfrica**. Il contribuera à la mise en œuvre des politiques nationales sur l'économie bleue (existantes ou en cours d'élaboration) dans la région. Le 11 février 2022, 40 États membres et la Commission européenne se sont engagés, lors du sommet 'One Ocean' (9-11 février 2022), présidé par la présidence française

de l'Union européenne, à mener des actions en faveur de la protection des écosystèmes marins, de la lutte contre la pollution, de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique, ainsi que de la gouvernance mondiale des océans. Ce message a de nouveau été rappelé lors de la Conférence des Nations unies sur les océans en juin 2022. A cette occasion, l'UE a présenté 52 engagements volontaires pour un montant total de EUR 7 milliards. Enfin, lors de la 8e édition de la conférence 'Notre océan' à Panama (2-3 mars 2023), l'UE a annoncé l'octroi de EUR 816,5 millions pour protéger l'océan et a rejoint l'Alliance contre la pêche INN.

Ce programme soutient les priorités de transition verte du programme indicatif multi-annuel (PIM) régional sur la gouvernance des océans, l'EB durable et la conservation, et la restauration des écosystèmes océaniques et côtiers (R.5.1-R.5.3) en tant qu'autres domaines de transition verte (par exemple, un climat d'investissement propice au développement durable du secteur privé). Il applique les principes de la stratégie GG (Alliance verte et partenariats ; Alliance pour une croissance et des emplois durables) et l'objectif principal de l'instrument NDICI – Global Europe¹ de réduction de la pauvreté. Il est également conforme à l'Agenda 2030, à l'objectif de développement durable (ODD) 14 'Vie aquatique', à l'ODD 1, à l'ODD 2, à l'ODD 8, à l'ODD 11, à l'ODD 12 et à l'ODD 13. Ces objectifs sont également conformes à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui vise à promouvoir le développement durable sur l'ensemble du continent² et soutient la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Le soutien de l'UE, dans les différents domaines du programme régional, favorisera une trajectoire de croissance qui fonctionne pour toutes les personnes (conformément à l'approche fondée sur le principe de « ne laisser personne pour compte » et à l'objectif de réduction des inégalités) et respecte les limites écologiques de la planète. Ces domaines présentent une forte dimension de genre qui sera pleinement intégrée à la fois au niveau stratégique et opérationnel. Les jeunes doivent également bénéficier d'une attention spécifique, non seulement en tant que bénéficiaires, mais aussi en tant qu'acteurs clés du changement.

Conformément à l'Agenda européen pour la gouvernance internationale des océans adopté en 2016 et revu en 2022 et au cadre juridique établi par la convention des Nations unies sur le droit de la mer, l'UE continuera de créer les conditions d'une économie bleue durable au niveau international. Elle continuera à promouvoir une gestion scientifique des ressources naturelles océaniques, y compris la pêche, en soutenant le développement maritime durable dans le cadre des partenariats et accords de l'UE et en appuyant une pêche durable au sein des organisations régionales de gestion des pêches. Grâce à ses accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable, elle continuera à améliorer la gouvernance des pêches dans les pays partenaires et à contribuer au développement des économies locales.

L'UE et ses États membres ont joué un rôle déterminant dans les négociations relatives à l'accord mondial sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. Une coalition ambitieuse, rassemblant 52 pays, a été lancée lors du 'One Ocean Summit' 2022 à Brest par la présidente de la Commission européenne en collaboration avec la présidence française du Conseil. Ces pays se sont engagés, au plus haut niveau politique, à mener des actions ambitieuses pour la protection de l'océan. L'Accord a été signé par l'UE le 20 Septembre 2023. Il entrera en vigueur lorsque 60 États l'auront ratifié.

Par ailleurs, les États d'Afrique centrale ont été historiquement plus tournés vers les forêts et leur économie forestière, que vers les côtes et l'océan. Cette situation est radicalement différente en Afrique de l'Ouest, où la pêche revêt une importance particulière, ne serait-ce qu'en matière de sécurité alimentaire. La majorité des peuples d'Afrique centrale sont des peuples forestiers et non côtiers. Ce projet constitue donc la première action d'envergure ciblant les espaces et ressources marins et côtiers, ce qui explique que les besoins soient multiples et diversifiés.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes :

¹ Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument - Global Europe (NDICI-Global Europe).

² ECOWAS Women entrepreneurs meeting CEDAO, 8 mars 2023.

GOVERNANCE : la gouvernance des océans et l'économie bleue ont souvent été reléguées au second plan en Afrique centrale où, historiquement, les priorités ont surtout été orientées vers le secteur forestier et ressources naturelles associées, ainsi que sur les industries extractives. Les décideurs ne se préoccupent pas à priori des questions liées à la gestion des ressources aquatiques. Un important travail d'information, de sensibilisation et de mise à niveau doit donc être entrepris auprès des décideurs de la région et des représentants des Etats. Une seconde difficulté réside dans le faible niveau de transversalité des institutions gouvernementales. Les synergies intersectorielles qui caractérisent l'économie bleue peuvent s'avérer difficiles à appréhender et à développer dans un contexte où les institutions sectorielles ont tendance à travailler en silo.

REDUCTION DES RISQUES CÔTIERS : le littoral d'Afrique centrale, succession de plages et de dunes, de forêts littorales, de mangroves, de falaises, de zones humides et d'estuaires est relativement préservé comparativement, par exemple, à celui d'Afrique de l'Ouest, beaucoup plus urbanisé et anthropisé. Sur ce littoral, l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques côtiers (érosion et submersion marine) restent ainsi possibles, sur de nombreux secteurs, à travers de « simples » mesures d'anticipation (stratégiques) associant connaissance, sensibilisation, planification et prévision des phénomènes, sans avoir à mettre en œuvre de coûteuses mesures tardives de protection, comme la réalisation de digues ou d'ouvrages de lutte contre l'érosion, dont les effets s'avèrent souvent contre-productifs à terme. L'image de larges extensions de littoraux naturels et peu artificialisés en Afrique subsaharienne sont rencontrés en Afrique centrale (Gabon=81%, Sao Tomé et Principe=80%³), et si les risques côtiers ne sont pas encore aussi généralisés qu'en Afrique de l'Ouest, ils affectent fortement les grandes métropoles côtières (Douala, Libreville, Port Gentil, Pointe Noire), qui connaissent une expansion rapide souvent très mal maîtrisée. Les situations de risques de submersion, l'érosion côtière et les surcotes de tempête peuvent ainsi affecter les populations et les investissements côtiers de façon dramatique. Consciente de cette situation, la CEEAC a adopté une stratégie régionale pour la gestion des risques et des catastrophes (RRC) en 2015, qui vise à renforcer la résilience des populations et des infrastructures face aux catastrophes naturelles et aux crises humanitaires et souhaite définir et mettre en œuvre une politique régionale de sensibilisation et d'adaptation aux risques notamment côtiers. Plus récemment un 'Atlas régional des risques de la CEEAC' a été réalisé, en 2021, qui a vocation à être largement diffusé. Les pays côtiers de la CEEAC ont par ailleurs exprimé, lors des rencontres et entretiens réalisés avec divers ministères, leur claire volonté de mieux comprendre et appréhender ces problématiques de risques côtiers et d'adaptation des zones marines et côtières vis-à-vis du changement climatique. La façon d'aborder le problème est toutefois très différente d'un pays à l'autre. Parfois (mais rarement) sous l'angle de la planification (ex. Plan climat au Gabon de 2012, Plan GIZC de 2015 au Cameroun), parfois à travers des projets focalisés sur des zones à enjeux spécifiques (e.g. projet Adapt'Action à Pointe Noire, projet 'Douala ville Durable', déplacement d'enjeux envisagés à Port Gentil), parfois à travers des travaux (e.g. protection côtière à Kribi en projet), mais jamais dans une approche globale à l'échelle des stocks sédimentaires, qui est pourtant l'approche recommandée. Afin d'éviter une gestion des risques hasardeuse « au coup par coup », il convient d'envisager des mesures plus structurantes, basées sur l'anticipation, et visant tout particulièrement un aménagement résilient des territoires côtiers, permettant d'éviter à terme des mesures de remédiation toujours coûteuses et souvent inefficaces

POLLUTIONS : la pollution des eaux continentales est un problème récurrent et très important dans la sous-région. Les solutions centralisées mise en place avec des financements importants sont certes incontournables, mais gagneraient à être complétées par des actions locales, mobilisant activement les populations et basées sur des partenariats public-privés. Par ailleurs, le protocole EB de la CEEAC inclut les eaux continentales. Le traitement des déchets est un défi majeur à Kinshasa, ville qui compte plus de 17 millions d'habitants, et dans l'ensemble des métropoles côtières d'Afrique centrale. Les pollutions marines liées à l'extraction, au stockage et au transport des hydrocarbures sont aussi localement préoccupantes.

PÊCHE : les pays de la sous-région peinent à se mettre en conformité avec les évolutions des besoins en matière de gestion du milieu marin ou celui de la pêche. Les capacités globales des institutions et des organisations s'occupant à la fois de la pêche, de la surveillance maritime et de la conservation restent limitées par rapport à ce

³ Africapolis – OCDE – Dynamiques de l'urbanisation africaine.

qui serait requis pour l'accomplissement de leur mandat. Bien que des documents aient été produits ces dernières années en matière de surveillance, ils sont peu opérationnels. Avec une équipe sous-dimensionnée, la Commission régionale des pêches du golfe de Guinée (COREP) basée au Gabon a des difficultés à mettre en œuvre sa liste croissante de tâches, y compris celles relatives au suivi, contrôle et surveillance. En effet, la COREP ne dispose pas d'un système complet d'observation, d'inspection, de respect et d'application, et les données d'évaluation fiables pour les stocks importants sont rares. Ce déficit s'observe également pour les Organisations régionales de gestion des pêches en Afrique (ORGP). Les engagements financiers des Etats membres pour permettre d'intervenir sur les domaines de sa compétence restent à consolider durablement dans le cadre de la révision récente de la politique régionale vis-à-vis des institutions spécialisées. Les analyses récentes menées sur les structures spécialisées de la CEEAC⁴ soulignent les faiblesses tant organisationnelles qu'institutionnelles et budgétaires de la COREP et du Centre régional de la sécurité maritime de l'Afrique centrale (CRESMAC) basé au Congo. Le CRESMAC manque également de budget pour fonctionner. Son large mandat est pourtant adapté aux enjeux de l'animation du processus EB, qui pourraient le dynamiser à l'avenir. La clarification des rôles entre COREP et CRESMAC sur le volet pêche et surveillance passe aussi par le développement de collaborations claires dans le respect des valeurs ajoutées de chaque institution. Ainsi, les réseaux, la complémentarité, les liens et la coopération entre la COREP et le CRESMAC, entre les centres opérationnels de surveillance des pêches nationaux et les centres opérationnels maritime (COM) nationaux sont à construire ou consolider. Les besoins sont surtout orientés sur la capacité de mettre en synergie les Etats, qui restent à des niveaux trop hétérogènes pour opérationnaliser des décisions régionales ou mener des actions régionales coordonnées au plan opérationnel. En ce qui concerne la pêche INN et activités illégales dans la région, le golfe de Guinée est un hotspot mondial de la pêche INN. Les eaux territoriales et les ZEE des Etats de la CEEAC sont sous pression en matière de sûreté maritime: brigandage, piraterie, siphonage, immigration clandestine, trafics d'espèces protégées, trafics de drogue et crimes transfrontaliers sont des activités qui ont cours dans la zone considérée. Dans la sous-région, seuls deux pays sont parties dans l'Accord sur les mesures du ressort de l'Etat du port (AMREP). Des efforts sont menés au Congo, avec un appui d'un projet UE-AFD (terminant en 2024) en matière de surveillance et d'infrastructures portuaires afin de préparer le Congo à s'inscrire lui aussi dans l'AMREP. Concernant la lutte contre la pêche INN, l'UE a identifié en janvier 2023 le Cameroun comme pays tiers non-coopérant dans la lutte contre la pêche INN. Bien que l'évolution des marchés, et la place croissante de la Chine dans les activités halieutiques en Afrique ne facilitent pas certains engagements politiques en faveur de l'élimination de la pêche INN, les besoins et volontés des pays en la matière évoluent. Les collaborations entre marines nationales et services des pêches se consolident. Au niveau régional, certains changements sont observés en matière de communication entre pays, mais les outils et pratiques opérationnels restent peu fonctionnels, les processus et collaborations encore peu développés. L'interopérabilité des systèmes de surveillance des pêches n'est pas coordonnée, ce qui freine le développement de synergies régionales.

⁴ Audit institutionnel et organisationnel des Institutions spécialisées (IS) et Agences d'Exécution (AE) de la CEEAC programme PARCIC. COWater- Mazars. mars 2023 – 178 pp.

ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITÉ : malgré les efforts individuels des Etats pour le développement de réseaux d'AMP, les dispositions de la Convention d'Abidjan pour la coopération en matière de protection et de développement du milieu marin et côtier de la région de l'Afrique de l'Ouest et du centre, la préparation d'une stratégie régionale pour les AMP d'Afrique centrale en 2016 et la volonté exprimée par la CEEAC, il n'existe pas encore de cadre régional pour la conservation de la biodiversité marine et côtière, le renforcement des politiques correspondantes, le développement des capacités opérationnelles, la coopération scientifique ou encore les échanges d'expérience. Les collaborations aux échelles inter-Etats sont de fait peu développées, malgré la présence d'AMP de part et d'autre des embouchures frontalières des fleuves côtiers. Même dans le cas du Gabon et du Congo, les efforts déjà anciens de collaboration pour une gestion transfrontalière des parcs nationaux de Mayumba et de Conkouati se heurtent à différents obstacles. Dans le cas du Gabon et de la Guinée équatoriale, la présence des parcs marins d'Akanda et de Corisco au sein de la même unité géographique ne contribue pas à apaiser les tensions autour de la position de la frontière maritime. Il n'existe pas à ce jour de véritable communauté des praticiens de terrain et aucune ONG internationale n'est en position d'assurer un véritable leadership régional. On assiste plutôt à des compétitions pour l'accès aux fonds et à un partage territorial, qui ne favorisent pas les partages d'expériences et les apprentissages mutuels. Le contexte ayant évolué depuis 2016, avec notamment des AMP récemment créées et de nouvelles infrastructures portuaires, il serait important d'actualiser la stratégie régionale pour les AMP d'Afrique centrale, de la traduire en plan d'action et de doter ainsi les pays de la région et la CEEAC d'orientations fortes et partagées pour la mise en œuvre des engagements internationaux et le renforcement des capacités opérationnelles sur le terrain. Cette nécessité est largement justifiée par la place donnée à la gestion des écosystèmes et au maintien du capital naturel dans la stratégie de l'Union africaine pour l'économie bleue durable et équitable sous les principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits humains des Nations unies. Le dispositif régional d'AMP est également réparti de manière inégale entre les pays. Il reste essentiellement côtier et ne dépasse pas 8% de la superficie des ZEE des pays ciblés par l'action, lorsque les cibles d'Aichi engageaient les Etats à atteindre 10% au minimum. Les connaissances scientifiques et l'efficacité de la gestion des AMP existantes restent largement insuffisantes pour assurer à long terme le maintien du capital naturel. Faiblement équipés en termes de compétences humaines, de savoir-faire et de moyens opérationnels, les pays peinent en effet à assurer une gestion efficace de leurs AMP. Seul le Gabon a conduit des efforts soutenus de formation dans le cadre du plan Gabon Bleu et du projet Arc Emeraude, mais même dans ce cas, le nombre d'agents bien formés reste très insuffisant. Les communautés sont le plus souvent peu impliquées dans les processus de gouvernance et de gestion des AMP, qui sont elles-mêmes insuffisamment intégrées dans une logique de développement territorial inclusif et intégré. Leur contribution au développement socioéconomique, aux stratégies d'adaptation et à la réduction des risques de catastrophes naturelles, n'est de fait pas valorisée à la hauteur de leur véritable potentiel. Développer un effort en direction des communautés littorales, des élus locaux et des collectivités territoriales, des organisations de la société civile (y compris les organisations de défense des droits des femmes, des jeunes, et personnes en situation de handicap) des zones côtières constituera donc un enjeu important. En outre, il n'existe pas de réseau régional d'AMP, ni même de réseau de coopération entre les gestionnaires des AMP d'Afrique centrale. Le réseau des aires protégées d'Afrique centrale (RAPAC), dont la partie marine et côtière n'avait jamais constitué un axe clé, n'est plus opérationnel aujourd'hui, et la CEEAC ne dispose pas d'une institution spécialisée chargée d'élaborer et mettre en œuvre une politique régionale de conservation et de restauration des écosystèmes marins. La gestion des aires protégées repose donc sur des institutions de diverses natures, avec des agences pour le Gabon et le Congo, un institut pour la RDC, tandis que la Guinée équatoriale, le Cameroun et Sao Tomé et Príncipe ne disposent pas vraiment d'institutions dédiées. A Sao Tomé, la conduite institutionnelle est assurée par la direction des pêches, tandis que pour les autres pays, ce sont les institutions en charge de l'environnement qui assurent la tutelle. De manière générale, il n'existe aucun corps d'agents spécialement qualifiés en matière de gestion des aires marines protégées et ce constat se retrouve largement lorsque l'on considère les capacités humaines existantes sur le terrain.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est le suivant : l'utilisation durable et intégrée des ressources océaniques en Afrique centrale est améliorée et stimule une croissance économique inclusive.

Les objectifs spécifiques de cette action sont :

1. La gouvernance de l'océan en Afrique centrale est renforcée.
2. Le développement durable de l'économie bleue (EB) et l'amélioration de la durabilité des pêches sont soutenus.
3. Les bases d'un dispositif régional efficace pour le maintien à long terme du capital naturel, de la biodiversité et des services des écosystèmes marins et côtiers sont établies.

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants :

Contribuant à la réalisation de l'objectif spécifique 1

1.1. La gouvernance de l'océan et le renforcement des capacités des acteurs sont assurés au niveau régional, permettant la circulation de l'information, les synergies des actions, le suivi de l'agenda global et régional sur les océans, et l'émergence d'un aménagement stratégique et résilient des territoires côtiers et de la mer côtière.

1.2. Les institutions de recherche régionales sont mises en réseau, contribuent au développement des offres en matière d'enseignement supérieur sur la conservation et l'économie bleue, et contribuent à la sensibilisation du public sur la valeur économique, sociale, patrimoniale naturelle et culturelle de l'océan et des littoraux.

1.3. Un modèle innovant de partenariat local et décentralisé, éventuellement répliquable pour la gestion des déchets et la réduction des pollutions fluviales est testé en vraie grandeur.

Contribuant à la réalisation de l'objectif spécifique 2

2.1. Les stratégies et plans d'investissement EB sont définis et les dispositifs de surveillance des pêches de la région sont consolidés ; avec une première phase d'opérationnalisation régionale pour éliminer la pêche INN, incluant le renforcement du rôle de la COREP et du CRESMAC (en complément des actions déjà prévues par les accords de pêche) et une meilleure gestion et contrôle des stocks partagés.

2.2. Une « facilité EB » soutient des initiatives régionales et sensibles au genre, en stimulant la croissance EB durable et inclusive dans les pays côtiers d'Afrique centrale.

Contribuant à la réalisation de l'objectif spécifique 3

3.1. La stratégie régionale pour les AMP et la biodiversité marine d'Afrique centrale est actualisée et mise en œuvre dans les pays cibles de l'action et l'implication des pays d'Afrique centrale pour la conservation marine et côtière est renforcée.

3.2. L'opérationnalisation de la stratégie régionale pour les AMP d'Afrique centrale est soutenue au niveau des aires prioritaires et les capacités des professionnels de la conservation marine et côtière sont renforcées.

3.2 Activités indicatives

Objectif spécifique 1 : la gouvernance de l'océan en Afrique centrale est renforcée

Activités liées au produit 1.1.

Ces activités incluent 3 volets :

- a) La coordination des activités, la circulation de l'information entre les acteurs et les synergies sont favorisées entre les composantes
 - Assurer et mettre en œuvre les actions de renforcement des capacités auprès des acteurs clés (pouvant inclure des représentants de la CEEAC, des Etats membres, des institutions spécialisées et organisations compétentes).
 - Former les opérateurs à l'utilisation d'OPSYS ou assurer directement le renseignement de OPSYS sur la base des données fournies par les opérateurs, en lien avec les DUE concernées.

- Fournir un appui aux DUE pour la préparation des termes de référence et des contrats qui seront à établir.
- Informer les DUE régulièrement sur l'exécution générale du projet.
- Assurer un reporting semestriel consolidé et intégré à partir des contributions des différents opérateurs selon le cadre de référence et le cadre logique.
- Assurer un suivi des retours des institutions nationales impliquées.
- Veiller à la cohérence générale du projet.

b) Les capacités des acteurs clés et des Etats de la région pour le suivi de l'agenda global biodiversité, océans et climat concernant les systèmes marins sont améliorées

L'assistance technique régionale aurait également un programme de renforcement des capacités et d'accompagnement, selon des modalités qui restent à définir en début de projet (programme, modalités : ateliers de formation, visites d'échange, etc.).

c) Un aménagement stratégique et résilient des territoires côtiers et de la mer côtière est défini à l'échelle régionale, avec un objectif de réduction des risques côtiers et d'adaptation au changement climatique

- Réalisation d'un « schéma directeur du littoral d'Afrique centrale » (SDLAC), à la fois anticipatif de l'évolution des risques et multi-acteurs (aménagement du territoire, recherche, étudiants, communautés urbaines, etc.). L'opérateur pourra s'appuyer sur l'expérience réussie du schéma directeur des littoraux de l'Afrique de l'Ouest dont la mise en œuvre est aujourd'hui en cours, appuyée par la Banque Mondiale et d'autres bailleurs.
- Réalisation, pour les pays non dotés, de plans ou de schémas de planification marine de la mer côtière (Marine Spatial Planning MSP).
- Diffusion des résultats.

Activités liées au produit 1.2.

Ces activités incluent 2 volets principaux et 1 volet plus spécifique :

a) L'appui au développement des offres universitaires pour répondre aux besoins du développement de l'économie bleue et de la préservation du capital naturel

b) Le renforcement des capacités régionales de coopération et de recherche scientifique sur les questions marines et côtières, notamment en soutenant l'interface enseignement / recherche en vue de prolonger les efforts investis dans la première sous-action

- Constitution d'un réseau régional de laboratoires, chercheurs et thésards pour l'économie bleue.
- Mise à disposition de bourses de thèse afin de dynamiser les efforts de recherche.
- Acquisition de petit matériel scientifique pour renforcer les dispositifs existants de recherche.

c) Un dernier point concerne des études de caractérisation (i) des monts sous-marins de Guinée localisés au-delà des juridictions nationales face à l'Afrique centrale, et (ii) la caractérisation du canyon du Congo, monument naturel unique à l'échelle mondiale

Activités liées au produit 1.3.

La composante « pollution fleuve Congo » du projet concernera l'appui à un projet pilote de l'AFD, le projet 'To Petola', dont l'objectif est la gestion des inondations et des déchets de trois quartiers situés en périphérie de Kinshasa. Ces quartiers sont bâtis sur la rivière N'Djili qui est un affluent direct du fleuve Congo.

Les fonds de l'UE alloués à la dépollution du fleuve Congo apportés par le présent programme permettront de donner plus d'ampleur à ces opérations en lien direct avec les réductions des déchets solides dans le fleuve Congo.

Objectif spécifique 2 : le développement durable de l'économie bleue (EB) et l'amélioration de la durabilité des pêches sont soutenues

Activités liées au produit 2.1.

Ces activités incluent 3 volets :

- a) Les stratégies et plans d'investissement de l'EB sont définis
- Appuyer l'élaboration des stratégies nationales EB et leur plan d'investissement pour 3 pays additionnels de la sous-région.
- Elaboration d'une stratégie régionale EB de la CEEAC consolidée, intégrant les volets eau douce et maritime.

- b) Les dispositifs de contrôle et surveillance des pêches de la région sont consolidés et la première phase d'opérationnalisation est lancée afin d'éliminer la pêche INN en Afrique centrale (en complément des dispositifs prévus par les accords de pêche)
- Aligner les cadres juridiques de la pêche sur les normes internationales et mettre en œuvre des cadres transparents d'enregistrement de capacités et de licences/autorisations de pêche.
- Renforcer la coopération institutionnelle aux échelles nationales et régionales en matière de suivi, contrôle et surveillance (SCS) et de lutte contre la pêche INN, tout en développant les capacités des acteurs de la sous-région.
- Mettre en place un cadre régional de recueil des positions des navires au sein du CRESMAC en vue d'une centralisation régionale des données VMS.
- Renforcer les capacités opérationnelles des acteurs du système (inspecteurs des pêches, acteurs de la chaîne judiciaire) et mener des campagnes conjointes en mer pilotes pour montrer les capacités de la coopération régionale.
- Consolider la capacité d'animation de la COREP en tant qu'institution spécialisée de la CEEAC et soutenir les accords régionaux et le CRESMAC.

Ces activités seront menées en complémentarité des appuis reçus par les pays disposant d'un accord de pêche avec l'UE (Gabon, Sao Tomé et Principe).

- c) Les capacités en aménagement des pêches et avis scientifiques en vue d'une meilleure gestion et contrôle des stocks partagés sont renforcés et traduites au travers d'un plan sous-régional « petits pélagiques » validé
- Renforcer les compétences des acteurs à la fois sur les méthodes simplifiées d'évaluation des stocks en contexte pauvre en données et en matière d'aménagement des pêches de stocks partagés.
- Développer un plan d'aménagement régional structurant et concerté sur les stocks partagés de sardinelles qui serve de levier pour la mise en œuvre d'actions nationales et concertées à l'échelle régionale par ailleurs.

Activités liées au produit 2.2.

- a) Une « facilité EB » soutient des initiatives régionales en stimulant le développement durable de l'EB inclusive dans les pays côtiers d'Afrique centrale
- b) Le public, la jeunesse et les décideurs sont largement sensibilisés à la valeur économique, sociale, patrimoniale naturelle et culturelle de l'océan et des littoraux

Objectif spécifique 3 : les bases d'un dispositif régional efficace pour le maintien à long terme du capital naturel, de la biodiversité et des services des écosystèmes marins et côtiers sont établies

Activités liées au produit 3.1.

- a) La stratégie régionale pour les AMP et la biodiversité marine d'Afrique centrale est actualisée et prise en compte dans les pays sur la base de feuilles de routes validées
- Actualiser et valider techniquement la stratégie régionale AMP et biodiversité marine en tenant compte des évolutions des agendas internationaux et du contexte régional et établir un cadre de référence pour suivre l'évolution et l'effectivité du dispositif régional de conservation de la biodiversité marine et côtière.
- Accompagner l'appropriation de la stratégie régionale pour les AMP et la biodiversité marine d'Afrique centrale dans chacun des pays et appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de feuilles de route nationales.

- Assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie régionale et assurer sa réactualisation en fin de projet si jugé nécessaire (en fonction des changements de contexte et du post 30x30).
- Mobilisation des appuis ciblés pour le développement de plans de conservation régionaux et la consolidation d'un réseau régional sur la biodiversité marine tel qu'initié par AMMCO au Cameroun à l'occasion de la 3ème édition du Street Whale.

b) L'implication des pays de la région est renforcée concernant les agendas internationaux relatifs à la biodiversité marine et côtière

- Faciliter lorsque nécessaire une mise à jour et un rattrapage des cadres légaux nationaux en vue d'une internalisation de décisions internationales (par exemple, dans le cadre de la CITES et de la CMS pour les espèces marines) et une harmonisation des politiques de conservation et des statuts d'aires protégées.
- Faciliter la participation des pays de la région aux négociations internationales sur la gouvernance océanique et au 6ème Congrès International pour les aires marines protégées (IMPAC6) en 2027 au Sénégal.

Activités liées au produit 3.2.

a) Les capacités techniques de la communauté régionale des professionnels de la conservation marine et côtière sont renforcées afin de permettre une gestion efficace des AMP

- Doter le personnel des institutions et des organisations de compétences techniques adéquates et actualisées pour maîtriser les outils dédiés à la gestion efficace et à la résilience des AMP par l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de formation.
- Structurer progressivement un réseau de praticiens de terrain et encourager les collaborations entre les BINGOs (ONGs internationales) et les ONG nationales autour de la mise en œuvre de la stratégie régionale pour les AMP et la biodiversité marine en Afrique centrale.
- Repérer au sein de la communauté des praticiens de la conservation et des communautés littorales les responsables en mesure de contribuer au partage des expériences, à la sensibilisation des populations riveraines et des pêcheurs artisanaux, ainsi qu'à la promotion des bonnes pratiques pour la gestion des AMP et la conservation de la biodiversité marine.

b) L'opérationnalisation de la stratégie régionale pour les AMP est soutenue sur le terrain

- Mettre en œuvre la stratégie régionale pour le renforcement des collaborations transfrontalières et l'opérationnalisation de nouvelles AMP et des AMP déjà créées jugées prioritaires ;
- Favoriser la prise en compte des meilleures pratiques en matière de conservation et de restauration de la biodiversité des espèces et habitats phares.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

L'action aborde de manière combinée la gestion durable des ressources halieutiques, la conservation de la biodiversité marine et côtière, et l'adaptation au changement climatique dans les zones côtières, au travers d'options stratégiques pour orienter durablement l'aménagement des territoires côtiers. L'ensemble des actions a été identifié dans le but de générer des effets économiques au travers de l'économie bleue durable d'une part, et de contribuer à la sécurisation des investissements côtiers et du capital naturel d'autre part. Ce projet permettra également d'obtenir des effets en matière d'atténuation des émissions carbone, et d'ouvrir la voie à des opérations de restauration des écosystèmes et infrastructures naturelles. Il contribuera à la prise en compte du carbone bleu et des solutions fondées sur la nature en matière d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophes. Il apportera des bénéfices directs au travers du fonds d'appel à projets aux populations les plus vulnérables, et contribuera au développement et à la visibilité des initiatives économiques portées par les femmes.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinents pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique)

Bien que l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) ait conclu qu'une EES couvrant toutes les composantes de l'action ne serait pas pertinente, en raison de leur diversité. Les mises à jour des politiques nationales et régionales soutenues pourront bénéficier d'analyses environnementales spécifiques.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour

les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet)

En raison de l'accent mis sur les activités de soutien à la conservation de la biodiversité et des écosystèmes, l'examen préalable de l'EIE (évaluation de l'impact sur l'environnement) a classé l'action dans la catégorie C (pas besoin d'une évaluation plus approfondie). Cependant, les projets pilotes financés par le fonds d'appels à projets seront accompagnés de leurs propres évaluations environnementales simplifiées, y compris, si nécessaire dans le cas de projets productifs et/ou impliquant certaines infrastructures, des évaluations d'impact sur l'environnement.

Le projet fournira également une assistance technique aux entités régionales, nationales et locales sur les risques climatiques et les évaluations de vulnérabilité liées à l'aménagement du territoire, en identifiant précocement les secteurs côtiers à risque qui doivent être pris en compte dans l'aménagement du littoral. Il contribuera directement au renforcement des capacités transversal des parties prenantes des différents secteurs et à l'émergence dans la région d'une approche intégrée de l'économie bleue. Les actions d'appui aux AMP veilleront particulièrement à intégrer la résilience dans les processus de gestion et de cogestion de ces aires protégées.

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité hommes-femmes de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action est étiquetée G1. Cela implique que l'action proposée reconnaîtra les différentes manières dont les femmes et les hommes peuvent être affectés par la dégradation des ressources marines et côtières, ainsi que l'importance de leurs contributions particulières à une économie bleue durable. Il sera tenu compte des diverses normes ethniques, culturelles et politiques des pays participants qui influent sur le rôle des femmes et des groupes vulnérables. Cela éclairera les approches au niveau local et national pour améliorer leur participation inclusive aux processus décisionnels et à la mise en œuvre des investissements privés et publics. Les projets financés par l'appel à projets et les activités sur le terrain seront appuyés par des analyses ventilées par sexe ayant un lien étroit avec les possibilités de réduction de la pauvreté. L'égalité des droits et des conditions décentes seront encouragées dans tous les contrats communautaires, notamment ceux impliquant des femmes.

Le programme bénéficiera indirectement aux femmes/filles et jeunes dans toute leur diversité (y compris d'autres personnes en situation de vulnérabilité) grâce à l'amélioration de la gouvernance régionale des pêches, à l'économie bleue durable et à l'amélioration de la gestion des aires marines protégées. Selon la FAO, les femmes représentent près de 60% des acteurs des activités post-récolte de la chaîne de valeur des produits de la mer (les femmes sont activement impliquées dans les activités en aval, telles que la manutention après récolte, la vente de poisson frais, la transformation, le stockage et la commercialisation).

Les efforts internationaux ont montré que l'intégration plus systématique et efficace des femmes dans les économies côtières, tout en traitant les disparités, a réduit les écarts entre les sexes. Ces efforts ont également entraîné une augmentation des revenus des femmes, des améliorations dans les activités de subsistance locales et des impacts positifs sur la conservation de la vie marine. Ainsi, la réduction des écarts entre les sexes est essentielle pour le développement des femmes, de leurs familles, de leurs communautés et de l'économie, ainsi que pour le progrès et la durabilité de l'économie bleue.

L'action contribuera au Plan d'action genre III, en particulier aux domaines thématiques (i) relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique et (ii) promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes.

Droits de l'homme

L'action appliquera une approche fondée sur les droits de l'homme en assurant le respect de tous les droits de l'homme, la participation, la non-discrimination, la responsabilité et la transparence à toutes les phases. Le renforcement des capacités des gestionnaires d'AMP inclura également des formations sur le cadre de la conformité des droits humains dans les aires protégées proposé par le projet ECOFAC6.

En outre, les principes de l'économie bleue durable s'alignent strictement sur les ODD, portant des approches inclusives ne laissant personne de côté. Au cours de la mise en œuvre, cela sera soutenu par: la participation des communautés locales à tous les niveaux, y compris à la planification, à la mise en œuvre, au suivi et à la gestion des projets locaux; les avantages économiques, sociaux et environnementaux escomptés en termes de sécurité alimentaire, de santé et de gestion durable des actifs naturels locaux; la reconnaissance du rôle des femmes dans

l'économie bleue et la prise en compte proactive des femmes dans les processus décisionnels.

En particulier, une approche basée sur les droits humains et leurs cinq principes opérationnels seront prise en compte : appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous ; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel ; non-discrimination et égalité ; obligation de redevabilité et État de droit pour toutes et tous ; transparence et accès à des informations étayées.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE sur le handicap, identifiés à la section 1.1, cette action est étiquetée D0. Les groupes vulnérables seront pris en compte et ciblés par le biais d'analyses et de planifications locales, visant à accroître les avantages sociaux potentiels. Cependant, le handicap n'est pas ciblé en soi.

L'action renforcera également les pratiques et la gouvernance participatives et inclusives, en veillant à ce que les plus vulnérables, y compris les personnes handicapées, soient incluses dans les processus de planification, de mise en œuvre et de suivi. L'action garantira le respect des droits humains des personnes en situation de handicap, et les activités prévues liées à la formulation de projets, aux évaluations et autres seront inclusives en matière de handicap. L'action encouragera les partenaires et les participants au programme à prendre des initiatives pour protéger les personnes en situation de handicap et à inviter les organisations représentant les personnes en situation de handicap.

Réduction des inégalités

En raison de sa vision horizontale, l'approche de l'économie bleue offre une base adéquate pour assurer l'égalité des chances à toutes les personnes et éviter les cas de discrimination potentiels. L'action proposée adoptera une approche bénéficiaire, ciblant des améliorations sociales et environnementales durables sur les communautés pauvres et vulnérables, y compris les 40 % les plus pauvres. Dans le cadre des composantes 1 et 2, l'amélioration de la gouvernance bleue reposera sur une responsabilisation et une transparence accrue sur l'utilisation des ressources naturelles et des écosystèmes, y compris sur l'état des pêches. Dans le cadre du développement, l'additionnalité sera également encouragée dans les composantes 2 et 3, intégrant des considérations d'équité sociale dans la conception et l'exécution des projets locaux et pilotes. Les programmes pratiques de renforcement des capacités des volets 2 et 3 favoriseront également l'égalité des chances économiques liées à une économie bleue. Intégrée dans l'ensemble de l'action, l'accroissement des capacités d'adaptation au changement climatique conduira à une amélioration de la résilience structurelle et de la sécurité des investissements économiques dans les zones côtières. La vie des femmes est façonnée par des circonstances, des normes et des barrières liées au genre qui, si elles ne sont pas traitées, peuvent limiter leur capacité à saisir les opportunités qui leur sont présentées dans les projets liés à l'économie bleue.

Démocratie

Dans le cadre de sa composante 1, l'action encouragera directement le renforcement de la gouvernance démocratique à plusieurs niveaux, au niveau local, national et régional. Le renforcement des capacités et l'assistance technique fournis renforceront également directement les institutions gouvernementales, soutenant ainsi des institutions efficaces. Des indicateurs de performance liés à des politiques actualisées et améliorées, conduisant à des systèmes nationaux clarifiés et transparents de l'économie bleue, seront inclus dans le cadre de performance de l'action, et feront l'objet d'un suivi régulier.

En outre, l'action vise également à soutenir la responsabilité sociale par le biais des organisations de la société civile (OSC), notamment abordé au travers du ROSCEVAC de la CEEAC (institution spécialisée) et de l'engagement des citoyens, renforçant ainsi la démocratie en exprimant les besoins des groupes et des communautés vulnérables et collectivités moins visibles ou invisibles et en tenant les agents publics responsables (responsabilité du côté de la demande).

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Les activités de surveillance soutiendront directement les contrôles des navires en mer, en encourageant les synergies avec les entités nationales traitant du commerce illicite, du trafic maritime et des questions de sécurité.

L'appui aux négociations internationales sur les ressources marines et halieutiques contribuera également à améliorer les dialogues bilatéraux et multilatéraux et à atténuer les tensions potentielles concernant l'accès aux ressources naturelles et productives.

Réduction des risques de catastrophes

Le soutien prévu à la gestion des écosystèmes côtiers vise à réduire les risques et les impacts de l'érosion côtière, des inondations dues aux tempêtes, de l'élévation du niveau de la mer et les dommages potentiels causés sur les enjeux humains liés à la proximité de la mer. En outre, des procédures et des outils spécifiques de réduction des risques de catastrophe, tels que les systèmes d'alerte rapide, seront appuyés par la composante gouvernance. La RRC (réduction des risques de catastrophe) sera également incluse dans les domaines prioritaires pour la sélection des projets pilotes, ce qui permettra de renforcer l'état de préparation et la capacité des communautés côtières en la matière. En outre, une assistance technique et un soutien au renforcement des capacités seront potentiellement fournis aux entités régionales, nationales et locales, ce qui permettra d'améliorer les liens entre la planification de l'économie bleue et la RRC, notamment dans les zones côtières sujettes aux catastrophes et sur les aspects liés à l'adaptation au changement climatique. La composante 1.2. vise à produire des orientations concrètes en vue de la planification spatiale stratégique et résiliente des espaces côtiers de la région.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
Politique	Instabilité politique ou économique empêchant une focalisation régionale sur le développement économique durable et aggravant la pression sur les ressources naturelles.	Faible	Elevé	Maintenir un dialogue politique et économique régulier de haut niveau, avec les institutions régionales (CEEAC) et les états partenaires du projet pour encourager une EB durable et résiliente. Adapter la mise en œuvre du programme si de nouvelles priorités apparaissent.
Opérationnel	Relative complexité du programme.	Moyenne	Moyen	La coordination et l'intégration des composantes sont assurées par une assistance technique régionale dédiée travaillant également auprès des DUE. Les volets les plus complexes sont confiés à des opérateurs crédibles et très expérimentés.
Institutionnel	Dialogue INN avec le Cameroun (identification et placé sur une liste noire par l'UE début 2023).	Elevée	Elevé	La coopération active du Cameroun avec la DG MARE et sa volonté politique de résoudre les lacunes identifiées.
Capacité	Manque de capacités affecte le développement des actions régionales.	Elevée	Moyen	Approche opérationnelle séquencée du programme. Programme proposé incluant la mise à niveau de certains pays et des échanges régionaux accompagnés par une AT adaptée. Programme de formation et d'ateliers.

Financier	Pas d'investissement en propre de la part des Etats pour financer les nouvelles AMP et les capacités matérielles mises en place.	Elevée	Moyen	Formation sur le financement durable des AMP et la préparation de documents de projets pour mobiliser des fonds additionnels. Collaborations avec le secrétariat de la convention d'Abidjan et les autres initiatives/réseaux africains et au-delà.
-----------	--	--------	-------	--

Enseignements tirés:

- Causes des défaillances observées : (i) prise en compte insuffisante des visions, besoins et contraintes des acteurs nationaux (pêcheurs, riverains, usagers de la mer et du littoral, etc.) ; (ii) utilisation insuffisante de solutions gagnant-gagnant pour l'environnement-livelihood côtier, (iii) approches actuelles trop sectorielles voire sous-sectorielles et non intersectorielles avec une forte intégration des préoccupations environnementales et sociales ; (iv) faiblesse du financement propre et des moyens des institutions régionales et nationales ; (v) manque de mobilisation d'acteurs opérationnels de la chaîne de décision et d'organisation en matière de surveillance. ; (vi) manque de partages et de connaissance sur les enjeux d'approches intégrées de gouvernance de haut niveau pour l'EB, de documents cadres.
- Principales clés du succès : (i) concentration spatiale des actions, aboutissant à des synergies optimales et des effets de levier, (ii) durée suffisante, (iii) approche intégrée, (iv) approche progressive de type « cycle projet », les enseignements tirés des réalisations précédentes et initiatives similaires dans le cadre du programme EB africain et Ocean Continental ont permis d'optimiser et d'intensifier le reste de l'action ; (v) mise à niveau des pays et parties prenantes pour le développement d'actions tant nationales que régionales.
- Facteurs favorisant le succès des actions : (i) l'implication active des femmes, filles et hommes dans toutes leurs diversités et des personnes en situation de handicap (activités côtières, pêche, gestion des ressources naturelles, santé et habitudes de consommation), (ii) les jeunes (producteurs innovants et entrepreneurs potentiels), (iii) l'importance de la durabilité économique (étude de la chaîne de valeur – intégration des opportunités d'affaires ; intégration de la dimension économique associée à la gestion durable des pêches) et (iv) les échanges durables entre pairs (transfert effectif de savoir-faire et de connaissances et émulation des dynamiques locales) ; (v) mobilisation opérationnelle des acteurs à travers des initiatives pilotes, ou illustratives de bonnes pratiques ; y compris l'analyse genre sectoriel dans l'économie bleue pour identifier les besoins spécifiques (vii) la consolidation des structures par des assistances techniques et un soutien de ces AT aux institutions régionales, nationales et aux DUE en charge.

Les acteurs directement concernés par ces enseignements : (i) la mobilisation combinée et coordonnée des différentes catégories d'acteurs, chacun dans son rôle, en fonction d'objectifs communs (ii) le rôle de l'assistance technique assurant la cohérence du programme (appui méthodologique et technique), (iii) la sélection et l'encadrement des acteurs responsables de la mise en œuvre des composantes et (iv) les comités de pilotage (suivi actif).

•

3.5 Logique d'intervention

Le programme englobe trois objectifs spécifiques (OS) interdépendants : (OS1) renforcer la gouvernance de l'océan en Afrique centrale ; (OS2) soutenir le développement durable de l'EB et améliorer la durabilité des pêches ; (OS3) renforcer la résilience marine et côtière. L'action appuiera essentiellement des dynamiques existantes et/ou émergentes, dont la pertinence est démontrée.

L'OS 1 se focalisera sur le renforcement des capacités des décideurs des Etats membres et des acteurs clés du domaine (pouvant inclure des représentants de la CEEAC, des états membres, des institutions spécialisées et organisations compétentes). Il s'agira, au travers d'une programmation établie dès le départ, d'informer et de sensibiliser sur les enjeux actuels et émergents de la gouvernance de l'océan. À ce programme établi et structuré, s'ajouteront des actions ponctuelles d'information et de formation liées aux questions d'actualité et à l'agenda des conventions internationales biodiversité, BBNJ, climat, CITES, UNCLOS, etc. Les travaux qui seront conduits au travers de l'activité 1.1 sur l'aménagement régional des territoires littoraux, ou encore au travers de l'activité 2.1 sur l'économie bleue concourront à développer une vision contextualisée, par rapport à la réalité régionale, des thématiques abordées dans le cadre du renforcement des capacités. L'activité 1.2 contribuera à fédérer les capacités régionales de recherche au

service de l'aide à la décision, et à mieux les valoriser en les rendant plus visibles. Les efforts qui seront entrepris dans cette composante en matière d'enseignement supérieur, devrait permettre également de s'adresser aux jeunes et de promouvoir une génération régionale de jeunes praticiens des sciences de la mer et de l'environnement, élément indispensable d'une économie bleue durable appelée à se développer.

L'assistance technique régionale (ATR), en appui aux DUE aura pour mission de veiller à la capitalisation des processus qui seront engagés par les différentes composantes, et surtout à la « mise en système » de ces processus qui sont largement complémentaires. Cette ATR a également en charge le volet de renforcement des capacités des décideurs et des acteurs clés. Sa position d'intermédiaire et de médiateur entre les différentes composantes devrait lui permettre d'identifier facilement les progrès et éléments de connaissance qui viendront à leur tour nourrir la démarche de renforcement des capacités.

L'OS 2 participera à la mise à niveau des pays en matière de cadre et de gouvernance de l'EB. Le projet fournira un soutien aux pays qui n'ont pas de documents-cadres EB en élaborant des stratégies nationales et des plans d'investissement pour trois pays. Cet appui se fera dans une approche concertée avec d'autres bailleurs afin d'avoir en fin de projet tous les pays disposants de stratégies et plans d'investissement EB à l'exemple de Sao Tomé et Príncipe. Ils constitueront une base avec les plans d'investissements EB pour créer une dynamique régionale autour de la CEEAC et une approche structurante mettant en avant la contribution de l'EB dans les économies nationales et régionales.

En matière de pêche, l'action se concentrera sur certaines thématiques clés pour la sous-région, à savoir la lutte contre la pêche INN et la gestion des stocks partagés en tenant compte des accords de pêche en cours dans certains pays pour éviter les redondances d'activités. Pour cela la composante 2 tâchera de développer d'une part des actions de renforcement institutionnel mettant l'accent sur la mise à niveau, la coopération sous-régionale, entre États et entre organisations régionales existantes dont la COREP et le CRESMAC. Étant donné la place de l'Angola dans la COREP et dans la pêcherie de sardinelle, l'Angola fera partie intégrante des activités envisagées sur le volet halieutique et lutte contre la pêche INN du projet. L'Angola dispose de moyens nautiques disponibles tant en évaluation des stocks qu'en surveillance qui pourront également bénéficier au programme. Des accords avec le programme Blue Benguela clarifieront les synergies à promouvoir et les doublons à éviter. La COREP et le CRESMAC seront appuyés techniquement et renforcés en personnel par la CEEAC.

Afin de soutenir l'ensemble des acteurs concernés par l'EB, l'action stimulera les initiatives régionales de la société civile et des filières (secteur privé) grâce à une « facilité EB ». Elle soutiendra des projets liés à des thèmes clés partagés et permettra également de soutenir des actions des groupes d'acteurs peu ciblés par les composantes, mais faisant partie intégrante de la sphère EB (pêche artisanale, collectivités, regroupement d'acteurs non-étatiques et lobbying, etc.).

L'OS 3 développera deux grands volets d'activités complémentaires, d'une part l'actualisation de la stratégie régionale pour les AMP et la biodiversité marine d'Afrique centrale, en impliquant étroitement les États et les partenaires de la conservation et d'autre part la mise en œuvre d'un vaste chantier de renforcement des capacités orienté vers les professionnels agissant sur le terrain (agents des parcs et réserves et personnel des ONG, ainsi que des responsables communautaires sur les thématiques pertinentes). A minima, dans le temps du projet, une communauté régionale des praticiens et des gestionnaires d'AMP se constituera progressivement au travers des cycles de formation pratique conduite à l'échelle régionale sur des terrains écoles choisis en fonction de leur opérationnalité. Enfin, un volet d'activités complémentaires soutiendra essentiellement la diffusion du contenu des agendas et conventions auprès des décideurs, la préparation des négociateurs pays pour les réunions internationales (eaux internationales, biodiversité et climat) et favorisera une participation large et active des pays et des acteurs de la conservation d'Afrique centrale lors du 6ème Congrès international sur les aires marines protégées (IMPAC6) qui se tiendra à Dakar en 2027.

Sur le plan politique, la CEEAC, les pays et leurs partenaires seront amenés à s'entendre sur les grandes orientations stratégiques et une feuille de route partagée pour la mise en œuvre de la stratégie régionale pour les AMP et la biodiversité marine. Afin de prendre en compte les agendas internationaux (Traité BBNJ notamment) et intégrer les monuments naturels les monts sous-marins du golfe de Guinée devront être pris en compte dans les objectifs de

conservation à l'échelle régionale. Cette démarche pourrait ouvrir dans le temps du projet sur une démarche expérimentale de préparation de la mise en place d'AMP en haute mer ou en situation hybride en vertu des dispositions du Traité BBNJ.

L'action orientera également des fonds vers l'opérationnalisation des AMP. Des soutiens pourront également être apportés aux processus de création ou de formalisation d'AMP nouvelles. Ces investissements contribueront à renforcer le continuum régional, encourager l'extension du réseau d'AMP et surtout soutenir la cohérence stratégique et le renforcement des opérations de conservation et de surveillance sur le terrain.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

MODALITÉ DE PROJET (3 niveaux de résultats / indicateurs / source de données / hypothèses – pas d'activités)

Résultats	Chaîne des résultats (@): Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	L'utilisation durable et intégrée des ressources océaniques en Afrique centrale est améliorée et stimule une croissance économique inclusive	1. Pourcentage de l'augmentation de la contribution des secteurs de l'économie bleue au PIB des pays d'Afrique centrale 2. (GERF 2.8) Accroissement des aires marines sous (a) protection, (b) gestion durable grâce à l'appui de l'UE en km ²	1. À définir (2024-2025) 2. Ligne de base à définir dans le cadre de l'actualisation de la stratégie AMP pour l'Afrique centrale	1. 10% (2029) 2. + 7% (2029)	1. Représentation régionale de la FAO pour l'Afrique centrale. Statistiques économiques et sectorielles de la CEEAC 2. Rapports de suivi de la mise en œuvre de la stratégie AMP Afrique centrale	<i>Non applicable</i>
OS 1	La gouvernance de l'océan en Afrique centrale est renforcée	1.1. Nombre de décideurs politiques et d'autres parties prenantes formés par l'intervention financée par l'UE	1.1. 0 (2024) 1.2. Traité non ratifié	1.1. : 20 (2029) 1.2. : 3 pays au moins ont ratifié le Traité BBNJ (2029)	Rapport de l'assistance technique régionale	

		avec des connaissances et/ou des compétences accrues en matière de gouvernance de l'océan, ventilées par sexe et par secteur** 1.2. Ratification du Traité BBNJ par les Etats membres			Compte-rendu de formation Interviews des personnels de la CEEAC et décideurs des Etats membres Journaux officiels des Etats	
OS 2	Le développement durable de l'économie bleue (EB) et l'amélioration de la durabilité des pêches sont soutenues	2.1. Nombre de mécanismes de coordination institutionnelle sur l'EB mis en place avec le soutien de l'intervention financée par l'UE*** 2.2. Nombre de cadres politiques nationaux élaborés pour soutenir les initiatives BE**	2.1 (2023) 2.2. (2023)	2.1. 3 à 4 (2029) 2.2. : 3 à 4 (2029)	Reporting composante 2 (FAO) Documentation des Etats Suivi de la stratégie EB (CEEAC)	Volonté politique des Etats
OS 3	Les bases d'un dispositif régional efficace pour le maintien à long terme du capital naturel, de la biodiversité et des services des écosystèmes marins et côtiers sont établies	3.1. (GERF 2.8) Accroissement des aires marines sous (a) protection, (b) gestion durable grâce à l'appui de l'UE	3.1. Non défini (2023), étude de base à réaliser dans le cadre de l'actualisation de la stratégie AMP Afrique centrale	3.1. + 7% pour les pays de la région hors Guinée équatoriale (2029)	Base de données mondiale sur les aires protégées (protected planet)	
Résultat 1 Produit 1	1.1 La gouvernance du programme et le renforcement des capacités des acteurs sont assurés au niveau régional, permettant la circulation de l'information, les synergies des actions, le suivi de l'agenda	1.1.1. Nombre de personnes (pouvant inclure des représentants de la CEEAC, des états membres, des institutions spécialisées et organisations compétentes) 1.1.2. Schéma directeur régional des littoraux de l'Afrique centrale (SDLAC) validé par les ministres environnement /	1.1.1.1.0 (2023) 1.1.1.2. Traité BBNJ non ratifié par les Etats 1.1.3. Schéma directeur régional des littoraux inexistant (2023) 1.1.3. : 0 (2023)	1.1.1.1>60 1.1.1.2. Traité BBNJ ratifié par au moins 3 Etats membres 1.1.3. Schéma directeur régional des littoraux d'Afrique central disponible et	Comptes rendus de formation, reporting assistance technique régional Interviews des Etats membres Journaux officiels	

	global et régional sur les océans, et l'émergence d'un aménagement stratégique et résilient des territoires côtiers et de la mer côtière	aménagement du territoire de la région 1.1.2. Schéma directeur régional des littoraux de l'Afrique centrale (SDLAC) validé par les ministres environnement / aménagement du territoire de la région 1.1.3. Nombre de personnes touchées par les événements à valeur patrimoniale naturelle et culturelle, actions et manifestations touchant à l'océan organisés 1.1.4. Réunions régulières annuelles du comité de pilotage du programme assurant la circulation de l'information auprès des acteurs et favorisant les synergies entre les composantes	1.1.4. : 0 (2023)	validé (2027) par les Etats de la région 1.1.3. : A définir 1.1.4. : Le comité de pilotage s'est tenu chaque 6 mois (2029)	Archives de la CEEAC et organisations concernées Reporting du projet Comptes rendus de réunions du comité régional d'orientation du SDLAC Reporting de la facilité EB Agendas des établissements des réseaux culturels Presse et internet Rapports des comités de pilotage Rapports du projet et des composantes Interviews des DUE	
Résultat 1 Produit 2	1.2. Les institutions de recherche régionales sur l'océan contribuent au développement des offres en matière d'enseignement supérieur, permettant de former des cadres et des techniciens supérieurs aux différents métiers de l'économie bleue	1.2.1. Croissance du nombre de diplômés nationaux dans les domaines de l'EB	1.2.1. : Ligne de base à réaliser au démarrage du projet (IRD)	1.2.1. Augmentation de 50% (2029)	Statistiques des institutions académiques de la région	

Résultat 1 Produit 3	1.3. Un modèle innovant de partenariat local et décentralisé, éventuellement répliquable pour la gestion des déchets et la réduction des pollutions fluviales est testé en vraie grandeur	1.3.1. Rapport de capitalisation du projet 'To Petola' décrivant le processus de mise en œuvre et les résultats obtenus, contraintes, difficultés, facteurs de succès	1.3.1. Aucun rapport disponible (2023)	1.3.1. : Rapports intermédiaires et rapport de capitalisation du projet disponibles (2028)	Archives du projet AFD 'To Petola' (RDC) Evaluation du projet 'To Petola'	
Résultat 2 Produit 1	2.1. Les stratégies et plans d'investissement EB sont définis et les dispositifs de surveillance des pêches de la région sont consolidés ; avec une première phase d'opérationnalisation régionale pour limiter la pêche INN, incluant le renforcement du rôle de la COREP et du CRESMAC (en complément des actions déjà prévues par les accords de pêche) et une meilleure gestion et contrôle des stocks partagés	2.1.1 : Nombre de cadres politiques nationaux élaborés pour soutenir les initiatives EB et soutenus par l'UE 2.1.2. Les cadres juridiques de la pêche INN et les cadres cohérents de suivi/partage des navires/licences sont ajustés et suivis 2.1.3 : Plan sous-régional « petits pélagiques (sardinelle) » validé	2.1.1 : Une stratégie et un plan d'investissement EB à Sao Tomé (2022) 2.1.2. : Etat 0 des textes manquants (2025). Les textes juridiques sont partiels et les registres peu cohérents entre eux et au regard des enjeux de gestion durable des pêche 2.1.3 : Un processus avorté de plan d'aménagement régional sardinelle a été engagé il y a quelques années mais est obsolète (2023)	2.1.1 : au moins 3 pays additionnels ont élaboré une stratégie et un plan d'investissement EB 2.1.2. : Les cadres juridiques nationaux sont ajustés et les rapprochements des registres nationaux sont réalisés. Le suivi des registres régionaux (navires, licences,...) est opérationnel 2.1.3. Un plan d'aménagement régional « sardinelles » validé à partir de l'année 2028	2.1.1 : Documents stratégiques et de politique nationale EB 2.1.2. : Textes de lois, nombre de textes d'applications en vigueur 2.1.3. Document PAR sardinelle et CR de réunions/ateliers associés	Mobilisation des décideurs de la CEEAC et des Etats Synergies entre bailleurs pour appuyer l'émergence de l'EB Volonté politique des Etats membres La CEEAC mobilise en contrepartie du personnel et du fonctionnement auprès de la COREP et du CRESMAC Participation effective des membres au processus. Coopération et collaboration entre les institutions régionales et

						les Etats membres
Résultat 2 Produit 2	2.2. Une « facilité EB » soutient des initiatives régionales en stimulant la croissance EB inclusive dans les pays côtiers d'Afrique centrale ⁽¹⁾	2.2.1. Nombre de projets innovants et/ou structurants EB soutenus par la « facilité EB » mis en œuvre dans un plusieurs domaines proposés ⁽¹⁾	2.2.1. Approche transversale EB encore à ses débuts dans la région. Aucun appel à projet EB (2023)	2.2.1.1. au minimum 8 projets mis en œuvre à partir de 2026 2.2.1.2. Nombre d'acteurs bénéficiaires (H/F)	2.2.1. Rapport annuel de la facilité EB	Participation active des ONG et du secteur associé à l'EB
Résultat 3 Produit 1	3.1. La stratégie régionale pour les AMP et la biodiversité marine d'Afrique centrale est actualisée et installée dans les pays cibles de l'action et l'implication des pays d'Afrique centrale pour la conservation marine et côtière est renforcée	3.1.1 Existence d'un cadre stratégique régional validé pour la conservation de la biodiversité marine et côtière 3.1.2. Contextes nationaux renforcés pour favoriser le suivi et la réalisation des agendas internationaux (ODD14, CBD 30x30, BBNJ, CCNUCC et Accords de Paris)	3.1.1 Première stratégie régionale AMP élaborée et validée techniquement par les Etats en 2016 3.1.2. Pas d'expérimentation des APAC et aires marines protégées communautaires ni des OECMs pour la conservation marine	3.1.1 Stratégie régionale AMP et biodiversité marine actualisée et validée techniquement par les Etats et les partenaires avant fin 2026 3.1.2. Avant 2030, des OECMs, aires marines protégées communautaires ou APACs sont mises en place dans au moins deux pays pour densifier le réseau des AMP en cogestion	3.1.1 Rapport de diagnostic régional, rapports d'études complémentaires, document de stratégie, rapports d'ateliers de validation 3.1.2. Cadres légaux adaptés pour reconnaître de nouveaux statuts, relevés de décision, rapports techniques	Volonté des Etats et soutien des institutions régionales et des partenaires de la conservation
Résultat 3 Produit 2	3.2. L'opérationnalisation de la stratégie régionale pour les AMP d'Afrique centrale est soutenue au niveau des aires prioritaires et les capacités des professionnels de la	3.2.1 Progrès des capacités et des compétences techniques des professionnels de la conservation marine mesurés sur la base d'un référentiel de formation régionale intégrant les principales techniques et les principaux outils de gestion des AMP	3.2.1 Pas de programme régional en cours et insuffisance des actions de renforcement des capacités dans les pays en 2023	3.2.1.1. Programme de formation élaboré et validé en 2026 3.2.1.2 Au moins 30 sessions de formation régionale et au moins 250 personnes formées à différentes méthodes et outils de	3.2.1 Documents programmatiques, rapports d'ateliers de formation, certificats de formation, rapports d'évaluation de l'efficacité de la gestion des AMP, rapports	

	conservation marine et côtière sont renforcées			gestion des AMP avant fin 2029	d'évaluation des capacités de résilience des AMP de la région	
		3.2.2. Effectivité des nouvelles AMP et des collaborations transfrontalières	3.2.2. AMP nouvelles du Congo et de Sao Tomé et Principe ne sont pas mises en place	3.2.1.3 Efficacité de la gestion et capacités de résilience évaluées pour toutes les AMP de la région avant fin 2029 3.2.2. Toutes les AMP créées après 2020 disposent d'un plan de gestion adopté et mis en œuvre avant la fin du projet	3.2.2. Plan de gestion adoptés, rapports d'évaluation de l'efficacité de la gestion, rapports d'activités	
(1) Les domaines prioritaires pour les appels à projets (à ajuster en début de projet par une consultation régionale) sont les suivants: 1. Filière pêche/pisciculture et consolidation des normes commerciales et sanitaires ; 2. Pêche artisanale ; 3. Développement des initiatives de transformation et commercialisation, 4. Résilience au changement climatique et EB ; 5. Tourisme durable et écotourisme ; 6. Finance durable et finance bleue (incluant l'approche micro-crédit aux filières bleues et halieutiques) ; 7. Économie circulaire en zone côtière et filières de l'EB ; 8. Innovation environnementale/réduction des pollutions ; 9. Plateformes et implications de la société civile sur les thèmes de l'appel à projets et de l'EB.						

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 84 mois à compter de la date d'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission en modifiant la présente décision de financement et les contrats et conventions correspondants.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Non applicable

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁵.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions (gestion directe):

a) Objet des subventions :

Mise en œuvre du produit 3.2 « L'opérationnalisation de la stratégie régionale pour les AMP d'Afrique centrale est soutenue au niveau des aires prioritaires et les capacités des professionnels de la conservation marine et côtière sont renforcées ».

b) Type de demandeurs visés :

ONG nationales et/ou internationales.

4.4.2 Gestion directe (marchés publics)

Mise en œuvre du produit 1.1. « La gouvernance du programme et le renforcement des capacités des acteurs sont assurés au niveau régional, permettant la circulation de l'information, les synergies des actions, le suivi de l'agenda global et régional sur les océans, et l'émergence d'un aménagement stratégique et résilient des territoires côtiers et de la mer côtière ».

4.4.3 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

4.4.3.1.

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte par une ou plusieurs entités qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants : i) expérience opérationnelle avérée dans la gestion de programmes; ii) connaissance des politiques et mécanismes de financement de l'EB ; iii) présence opérationnelle dans plusieurs pays bénéficiaires du programme; iv) capacité à mobiliser des cofinancements et des fonds additionnels auprès d'autres partenaires pour renforcer les effets de l'action ; v) partenariats avec des laboratoires de recherche et des universités dans la région.

⁵ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

La mise en œuvre par cette entité implique les produits 1.2. *Les institutions de recherche régionales sur l’océan sont mises en réseau et contribuent au développement des offres en matière d’enseignement supérieur, permettant de former des cadres et des techniciens supérieurs aux différents métiers de l’économie bleue ; et 2.2. Une « facilité EB » soutient des initiatives régionales en stimulant la croissance EB inclusive dans les pays côtiers d’Afrique centrale.*

4.4.3.2.

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte par l’Agence Française de Développement. Cette mise en œuvre implique le produit 1.3. *« Un modèle innovant de partenariat local et décentralisé, éventuellement répliquable pour la gestion des déchets et la réduction des pollutions fluviales est testé en vraie grandeur ».*

L’entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : i) expérience dans la gestion des déchets, ii) capacité à mobiliser un cofinancement ; iii) capacité opérationnelle de mener à bien des programmes UE.

4.4.3.3.

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte par une ou plusieurs entités qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants : i) expérience d’appui institutionnel relatif à la gouvernance de l’EB ; ii) expérience en matière de gestion des pêches ; iii) capacités de recherche appliquée sur les stocks halieutiques ; iv) expérience réussie dans la coordination des activités de suivi, de contrôle et de surveillance dans l’UE et en Afrique, comme démontré notamment en Afrique de l’Ouest dans le cadre du programme PESCAO ; v) capacité à mettre en œuvre des tâches telles que l’affrètement de navires et d’avions, le recrutement éventuel d’une assistance technique complémentaire, etc. L’expérience antérieure comprendra la mise en œuvre réussie d’activités similaires dans le cadre du programme PESCAO ; vi) capacité opérationnelle de mener à bien des programmes UE.

La mise en œuvre par cette entité implique le produit 2.1. *« Les stratégies et plans d’investissement EB sont définis et les dispositifs de surveillance des pêches de la région sont consolidés ; avec une première phase d’opérationnalisation régionale pour limiter la pêche INN, incluant le renforcement du rôle de la COREP et du CRESMAC (en complément des actions déjà prévues par les accords de pêche) et une meilleure gestion et contrôle des stocks partagés ».*

4.4.3.4.

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte par une ou plusieurs entités qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants : i) expérience dans l’élaboration d’une stratégie régionale aires marines protégées ; ii) capacité à mobiliser des commissions internationales d’experts ; iii) expérience de travail avec des organisations régionales et des ONG internationales de conservation.

La mise en œuvre par cette entité implique le produit 3.1. *« La stratégie régionale pour les AMP et la biodiversité marine d’Afrique centrale est actualisée et installée dans les pays cibles de l’action et l’implication des pays d’Afrique centrale pour la conservation marine et côtière est renforcée ».*

4.4.4 Passage d’un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Dans le cas où la modalité privilégiée mentionnée au point 4.4.1 ne peut pas être mise en œuvre en raison de circonstances échappant au contrôle de la Commission, la présente action sera conduite en gestion indirecte selon le schéma suivant :

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants : i) expérience dans la conservation des aires marines protégées dans la région Afrique centrale, ou dans des régions rencontrant des problématiques similaires, et ii) avec une expérience d’appui aux administrations ou dans la délégation de gestion.

La mise en œuvre par cette entité implique le produit 3.2 « *L'opérationnalisation de la stratégie régionale pour les AMP d'Afrique centrale est soutenue au niveau des aires prioritaires et les capacités des professionnels de la conservation marine et côtière sont renforcées* ».

Dans le cas où la modalité privilégiée mentionnée au point 4.4.3 ne peut pas être mise en œuvre en raison de circonstances échappant au contrôle de la Commission, la présente action sera conduite en gestion directe – subventions.

a) Objet des subventions :

Mise en œuvre des produits 1.2. *Les institutions de recherche régionales sur l'océan sont mises en réseau et contribuent au développement des offres en matière d'enseignement supérieur, permettant de former des cadres et des techniciens supérieurs aux différents métiers de l'économie bleue* ; 2.2. *Une « facilité EB » soutient des initiatives régionales en stimulant la croissance EB inclusive dans les pays côtiers d'Afrique centrale* ; 1.3. *Un modèle innovant de partenariat local et décentralisé, éventuellement répliquable pour la gestion des déchets et la réduction des pollutions fluviales est testé en vraie grandeur* ; 2.1. *Les stratégies et plans d'investissement EB sont définis et les dispositifs de surveillance des pêches de la région sont consolidés ; avec une première phase d'opérationnalisation régionale pour limiter la pêche INN, incluant le renforcement du rôle de la COREP et du CRESMAC (en complément des actions déjà prévues par les accords de pêche) et une meilleure gestion et contrôle des stocks partagés* et 3.1. *La stratégie régionale pour les AMP et la biodiversité marine d'Afrique centrale est actualisée et installée dans les pays cibles de l'action et l'implication des pays d'Afrique centrale pour la conservation marine et côtière est renforcée*.

b) Type de demandeurs visés :

ONG nationales et/ou internationales, opérateurs publics, autorités locales et organisations (inter gouvernementales) internationales.

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique en termes de lieu d'établissement pour participer aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et en termes d'origine des fournitures achetées, telle qu'établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en raison de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait la réalisation de cette action impossible ou excessivement difficile (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI – Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composants budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR) 2024	Contribution de l'Union (montant en EUR) 2025	Total
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.4			
OS 1. La gouvernance de l'océan en Afrique centrale est renforcée	9 000 000	1 000 000	10 000 000
Marchés publics (gestion directe) – voir section 4.4.2	5 000 000		5 000 000
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.3.1		1 000 000	1 000 000
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.3.2	4 000 000		4 000 000
OS 2. La croissance de l'Économie Bleue (EB) et l'amélioration de la durabilité des pêches sont soutenues		20 000 000	20 000 000

Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.3.3		10 000 000	10 000 000
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.3.1		10 000 000	10 000 000
OS 3. Les bases d'un dispositif régional efficace pour le maintien à long terme du capital naturel, de la biodiversité et des services des écosystèmes marins et côtiers sont établies	5 000 000	7 000 000	12 000 000
Subventions (gestion directe) – voir section 4.4.1	4 000 000	7 000 000	11 000 000
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.3.4	1 000 000		1 000 000
Subventions – enveloppe totale de la section 4.4.1	4 000 000	7 000 000	11 000 000
Marchés publics – enveloppe totale de la section 4.4.2	5 000 000		5 000 000
Évaluation – voir section 5.2 Audit – voir section 5.3	Couvertes par une autre décision		
Totaux	14 000 000	28 000 000	42 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le programme sera coordonné par des réunions de suivi et de coordination organisées par la Commission européenne. Les parties prenantes participantes comprendront des institutions régionales, les partenaires chargés de la mise en œuvre et la Commission européenne, ainsi que des organismes publics potentiels impliqués dans des interventions spécifiques. Ces réunions se tiendront au moins une fois par an et fourniront des orientations stratégiques à l'action en veillant à l'approche régionale de l'intervention et à sa cohérence avec les priorités politiques des secteurs concernés, ainsi qu'au suivi opérationnel du programme et à l'approbation des rapports annuels.

Une coordination étroite sera assurée par la Commission européenne, afin d'aligner/renforcer les synergies entre ce programme et d'autres programmes régionaux sur des questions spécifiques, notamment la sûreté maritime, la pêche, et les processus BBNJ.

D'autres mécanismes pratiques pourront être mis en place pour faciliter le suivi technique et l'appropriation par les parties au niveau national.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution budgétaire et afin de sauvegarder les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou conclure des déclarations ou déclarations communes, dans le but de renforcer la visibilité de l'UE et sa contribution à cette action et d'assurer une coordination efficace.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier quotidien de la mise en œuvre de cette action sera un processus continu et fera partie des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore des rapports d'avancement réguliers (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré de réalisation de ses résultats (réalisations et résultats directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice logique (pour la modalité du projet) et la liste des plans d'action stratégiques, politiques ou de réforme du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer des visites de suivi supplémentaires de projets à la fois par l'intermédiaire de son propre personnel et par l'intermédiaire de consultants indépendants recrutés directement par la Commission pour des examens de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent responsable engagé par la Commission pour la mise en œuvre de ces examens).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

La Commission européenne sera responsable de la coordination et de la consolidation des données de suivi concernant les différents piliers, collectées par les partenaires de mise en œuvre, et de rendre compte de la matrice du cadre logique avec le soutien de l'expertise en S&E fournie par l'unité de mise en œuvre. Des enquêtes/études spécifiques peuvent être financées au titre du budget ordinaire de l'action et, si nécessaire, par le biais de lignes budgétaires spécifiques identifiées à cet effet (voir le résultat 2).

Tous les suivis et rapports doivent évaluer la manière dont l'action tient compte du principe d'égalité entre les hommes et les femmes, d'une approche fondée sur les droits de l'homme et des droits des personnes en situation de handicap, y compris l'inclusion et la diversité. Les indicateurs sont désagrégés au moins par sexe et par âge, et par incapacité si possible.

5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance et de la nature de l'action, une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale pourront être effectuées pour la présente action ou une de ses composantes par des consultants indépendants, des partenaires chargés de la mise en œuvre ou dans le cadre d'un contrat avec la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera effectuée à des fins de résolution de problèmes et d'apprentissage, notamment en ce qui concerne la coordination des activités et l'efficacité du plan de mise en œuvre en place pour chaque composante.

L'évaluation finale sera effectuée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à différents niveaux (y compris pour la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que la mise en œuvre des activités d'EB aux niveaux national et régional aurait dû être fortement articulée et que chaque pays est en mesure de mettre en œuvre des activités innovantes clés en matière d'EB. Il convient de souligner que les actions comprennent plusieurs projets pilotes qui sont en cours d'expérimentation.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 1 mois à l'avance des dates prévues pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collabore de manière efficiente et efficace avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et recommandations des évaluations et, le cas échéant, appliquent les ajustements nécessaires.

Le financement de l'évaluation peut être couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

Toutes les évaluations analyseront la manière dont l'action prend en considération une approche basée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité de genre et à l'autonomisation des femmes. L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera assurée par les équipes d'évaluation.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux contrats conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE – Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;

de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);

de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSYS#): <Action présente> <Autre(s) action(s)>
Niveau Contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Gestion directe – Marchés publics
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 3	Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 4	Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 5	Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 6	Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 7	Gestion directe – Subventions
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	<engagement juridique individuel prévu (ou contrat) 1> <engagement juridique individuel prévu (ou contrat) 2> <engagement juridique individuel prévu (ou contrat) #>

Annexe 2 : Liste des acronymes

- AC (WA): Afrique Centrale (Western Africa)
- AECF: Agence européenne de contrôle des pêches
- AIS: Système d'identification automatique
- AGASA: Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire
- AME: Accords Multilatéraux sur l'Environnement
- AMMCO: African Marine Mammals Conservation Organisation
- AMP: Aire Marine Protégée
- AMREP: Accord sur les Mesures sur les Ressort de l'Etat du Port
- APPD: Accords de partenariat de pêche durable
- ATR: Assistance technique régionale
- BBNJ: Traité sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (dit Traité de la Haute Mer)
- CDB: Convention sur la diversité biologique
- CEEAC: Communauté économique des États d'Afrique Centrale
- COM: Centre opérationnel maritime (Marines nationales)
- CSRP: Commission Sous Régionale des Pêches (Afrique de l'Ouest)
- COPACE: Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est
- COREP: Commission Sous-Régionale des Pêches du golfe de Guinée
- CRESMAC: Centre Régional de Sécurité Maritime de l'Afrique Centrale
- DUE: Délégation de l'Union européenne
- EB: Economie bleue
- ICCAT: Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique
- IFI: Institutions financières internationales
- IRD: Institut de Recherche pour le Développement
- FAO: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- GIELM: Gestion Intégrée des Environnements Littoraux et Marins
- GIZC: Gestion intégrée des zones côtières
- MSP: Planification de l'espace marin
- NBS/SFN: Solutions basées sur la nature
- OECM: Autres mesures effectives de conservation par zone
- ORGP: Organisation Régionale de Gestion des Pêches
- Pêche INN: pêche illicite, non déclarée et non réglementée
- PESCAO: Amélioration de la gouvernance régionale des pêches en Afrique de l'Ouest
- PRCM: Partenariat Régional pour la Conservation Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest
- RAMP AO: Réseau régional d'Aires Marines Protégées en Afrique de l'Ouest
- PSIMT: Plan Stratégique indicatif à moyen terme
- RAPAC: Réseau des Aires Protégées d'Afrique centrale
- RAMP AO: Réseau des aires marines protégées d'Afrique de l'Ouest
- ROSCEVAC: Réseau des organisations de la société civile en Afrique centrale
- RRC: Réduction des risques de catastrophe
- SCAC: Service de Coopération et d'Action Culturelle des ambassades de France
- SCS: suivi, contrôle et surveillance des navires de pêche
- SEAFO: South East Atlantic Fisheries Organisation
- SEBAC: Système de l'Economie Bleue en Afrique centrale défini par la CEEAC
- UA: Union Africaine
- UE: Union européenne
- UICN: Union internationale pour la conservation de la nature
- VMS: Système de surveillance des navires
- WCS: Wildlife Conservation Society
- WACA: Western Africa Coastal Adaptation (Banque Mondiale)
- ZEE: Zone économique exclusive